L. 461/1.

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
L. 461/1
5 JUIL 1949
Transmis à M. Coordination.
Overgemaakt aan de H.

C.E. - R.S.
Entrée Binnen
5 JUIL 1949
N° ....
COORD.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale le 28 juin 1949 d'une demande d'avis urgent sur un projet d'arrêté du Régent fixant les modalités générales d'application de la loi du 7 juin 1949 concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés, a donné en sa séance du 2 juillet 1949 l'avis suivant :

DE RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer de 28e Jun 1948 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem dringend van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent houdende vaststelling van de algemene toepassingsmodaliteiten der wet van 7 Juni 1949 betreffende het jaarlijks verlof der loontrekkende arbeiders, heeft ter zitting van 2 Juli 1949 het volgend advies gegeven:

L'article 28 dernier alinéa pose une règle de compétence qui dépasse le pouvoir réglementaire du Roi mais elle est conforme à la loi organique des conseils de prud'hommes et à la loi sur la compétence telles que la jurisprudence les interprête.

*
* *

Aux termes de l'article 23, l'employeur qui occupe l'employé au moment où celui-ci prend ses vacances, doit lui payer la totalité du pécule sauf à recouvrer les cotisations des employeurs précédents.

Il est difficile de considérer cette obligation de payer pour compte d'autrui comme une simple modalité d'application de la loi. Et en cas d'insolvabilité de l'un des employeurs, le dernier de ceux-ci est exposé à payer plus que les cinq pour cent du salaire que son employé a gagné à son service.

*
* *

Le Conseil d'Etat étant appelé à donner son avis d'urgence limite cet avis aux observations qui précèdent et propose en outre quelques modifications de forme, contenues dans le texte ci-après :

ARRETE DU REGENT RELATIF AUX VACANCES ANNUELLES DES TRAVAILLEURS SALARIES.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté-loi du 3 janvier 1946 concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés modifié notamment par la loi du 16 juin 1947;

Vu la loi du 7 juin 1949 concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er - ..... (1) .....

Article 2 - ..... (1) .....

Article 3 -

Les cotisations dues pour la constitution du pécule de vacances sont comprises dans la cotisation globale versée à l'Office national de sécurité sociale.

L'Office national de sécurité sociale transmet à la Caisse nationale des vacances annuelles le montant des cotisations de vacances déclarées. Celle-ci transmet trimestriellement à chacune des caisses spéciales les sommes versées par les employeurs qui y sont affiliés.

Articles 4 et 5 - ..... (1) .....

Article 5 -

Une retenue de 6 p.c. est opérée sur le montant intégral du pécule de vacances. Le produit de cette retenue est destiné à couvrir le paiement du pécule de vacances afférent aux journées de chômage assimilées à des journées de travail.

L'exactitude du nombre de ces journées de chômage est certifié :

1° par l'employeur, en ce qui concerne :

a) l'accident du travail, la maladie professionnelle, la maladie pendant la période ne donnant aucun droit à indemnité en vertu de la législation sur l'assurance maladie-invalidité;

b) les devoirs civiques et obligations syndicales;

2° par l'organisme assureur, en ce qui concerne la maladie donnant droit aux incapacités primaires;

3° par l'administration communale, en ce qui concerne l'appel et le rappel sous les armes.

Les attestations délivrées par les organismes assureurs et par l'administration communale sont envoyées directement à la caisse de vacances intéressée soit par l'employeur soit par le travailleur.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale fixe, après avis du conseil d'administration de la caisse nationale des vacances annuelles, le salaire fictif afférent aux journées de chômage assimilées aux journées de travail.

Articles 7 et 8 - ..... (1) .....

Article 9 -

L'employeur appose sur la carte ou dans le carnet de vacances des timbres représentant 5 p.c. des salaires gagnés par le travailleur, soit à chaque paiement de salaire, soit au moins une fois par mois, et lors de la rupture du contrat.

Les employeurs utilisent les timbres et cartes de vacances de la caisse de vacances à laquelle ils sont affiliés.

Article 10 -

Les 5 p.c. susvisés sont calculés sur la base du salaire brut en espèces, majoré éventuellement de l'équivalent de la rémunération en nature allouée au travailleur.

Pour l'application de cette disposition, les principaux avantages en nature fournis par l'employeur sont évalués forfaitairement par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Article 11 -

Pendant les journées de chômage assimilées à des journées prestées, le versement de 5 p.c. est en outre obligatoire nonobstant l'absence de salaire normal.

Dans les cas visés ci-dessus, le montant des timbres à apposer sera déterminé par le salaire moyen gagné par le travailleur au cours de la dernière quinzaine de travail.

Articles 12, 13, 14 et 15 - ..... (1) .....

Article 16 -

La durée des vacances est déterminée en divisant le pécule global, par deux, une et demi ou une fois le salaire ..... (1) .....

Articles 17, 18, 19 et 20 - ..... (1) .....

Article 21 -

Au moment où le travailleur prend ses vacances, l'employeur lui paie en outre en supplément et par 1/2 jour de vacances, 1/48, 1/96 ou 1/144 du salaire du mois au cours duquel les vacances prennent cours lorsqu'il s'agit respectivement d'employés de plus de 21 ans, de 18 à 21 ans ou de moins de 18 ans.

Articles 22, 23 et 24 - ..... (1) .....

Article 25 -

Lorsque le travailleur est par suite d'un cas de force majeure dans l'impossibilité de prendre effectivement ses vacances, le pécule lui est payé à la date normale des vacances dans l'entreprise où il était occupé en dernier lieu.

Articles 26 et 27 - ..... (1) .....

Article 28 -

La date des vacances est fixée annuellement par la commission paritaire compétente ou par le conseil d'entreprise ou à défaut de commun accord entre l'employeur et le travailleur.

Toutefois, si l'employeur désire accorder des vacances collectives à son personnel, la date des vacances est à défaut d'accord direct entre les parties, établie par l'employeur, d'accord avec le ou les groupements auxquels est affiliée la majorité de son personnel.

En cas de désaccord sur la date des vacances, ce différend est tranché par le ~~président du~~ conseil de prud'hommes et à son défaut, par le juge de paix.

modification signalée par Buffin Lapaix le 3.VII.49

Articles 29, 30, 31 et 32 - ..... (1) .....

Article 33 -

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies conformément au Chapitre VII de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.

Article 34 -

L'arrêté du Régent du 16 février 1946 déterminant les modalités générales d'application de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946 sur les vacances annuelles des travailleurs salariés, modifié par les arrêtés du Régent du 28 octobre 1946 et du 15 janvier 1948, est abrogé.

Article 35 -

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 36 -

Le présent arrêté sort ses effets à dater du 1er janvier 1949.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

---

(1) texte du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire :
"arrêté-loi" ... au lieu de ..."Arrêté-Loi"
"p.c." ..... au lieu de ..." % "
"francs" ..... au lieu de ..."fr."
ainsi que "caisse nationale de vacances annuelles", "caisse de vacances" et "Office national de sécurité sociale" et de supprimer les parenthèses qui suivent les 1°, 2°, 3°, etc...

Artikel 28, laatste lid, stelt een regel inzake bevoegdheid, die, ofschoon hij de verordenende bevoegdheid van de Koning te boven gaat, toch in overeenstemming is met de wet tot inrichting van de werkrechtersraden en met de wet op de bevoegdheid, zoals die wetten door de rechtspraak worden verklaard.

*
* *

Luidens artikel 23, moet de werkgever, bij wie de werknemer op het ogenblik dat hij zijn verlof neemt te werk is gesteld, aan deze laatste het volledig verlofgeld uitbetalen, en bij voorkomend geval de bijdragen op de vorige werkgevers verhalen.

Men kan deze verplichting om voor een anders rekening te betalen bezwaarlijk als een uitvoeringsmodaliteit van de wet beschouwen. En in geval van onvermogen van één der werkgevers, loopt de laatste onder hen gevaar meer te moeten betalen dan vijf ten honderd van het loon, dat zijn werknemer in zijn diens heeft verdiend.

*
* *

Aangezien de Raad van State zijn advies met spoed moest uitbrengen, heeft hij zich bij de bovenstaande opmerkingen moeten bepalen; hij stelt voorts enkele vormwijzigingen voor, die in de hierna volgende tekst zijn opgenomen.

BESLUIT VAN DE REGENT BETREFFENDE HET JAARLIJKS VERLOF DER LOONTREKKENDE ARBEIDERS.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de besluitwet van 3 Januari 1946 betreffende het jaarlijks verlof der loontrekkende arbeiders, zoals zij namelijk werd gewijzigd door de wet van 16 Juni 1947 ;

Gelet op de wet van 7 Juni 1949 betreffende het jaarlijks verlof der loontrekkende arbeiders ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

De personen die vallen onder de toepassing van de besluitwet van 3 Januari 1946 betreffende het jaarlijks verlof der loontrekkende arbeiders, gewijzigd bij de wet van 16 Juni 1947, hebben recht ..... (1) .....

Het verlofgeld ..... (1) ..... van de lonen verdiend in de loop ..... (1) ..... loon in betrekking met

.../...

Artikel 2.-

... (1) ... bedrijfstakken kunnen gesteld worden ...(1)...

Artikel 3.-

De bijdragen verschuldigd voor de vestiging van het verlofgeld zijn begrepen in de globale bijdrage, gestort aan de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid.

De Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid doet aan de Rijkskas ... (1) ... speciale kassen over de sommen gestort door de er bij aangesloten werkgevers.

Artikelen 4 en 5.-

... (1) ...

Artikel 6.-

Op het volledig bedrag van het verlofgeld wordt 6 t.h. afgehouden. De opbrengst van deze afhouding is bestemd om de betaling te dekken van het verlofgeld voor de dagen werkloosheid die met arbeidsdagen gelijkgesteld zijn.

De juistheid van het aantal dagen werkloosheid wordt bevestigd :

1° door de werkgever aangaande :
   a) ... (1) ...
   b) de burgerplichten en syndicale verplichtingen ;

.../...

2°_ ...(1) ...
3°_ ...(1) ...

... (1) ...

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg bepaalt, na advies van de beheerraad van de Rijkskas voor Jaarlijks Verlof, het fictief loon betreffende de met arbeidsdagen gelijkgestelde dagen werkloosheid.

Artikel 7.-

In lid 4 leze men: ... Onvrijwillige Werklozen ...

In lid 5 : ... de uitkering eisen van het verlofgeld gedurende het lopende dienstjaar ... verworven, zo dit hem nog niet werd gestort.

Het laatste lid leze men als volgt: Aan de verlofkassen waarbij aangesloten waren de werkgevers, bij wie hij in de loop van het dienstjaar en eventueel van het vorig dienstjaar werkte, maakt hij te dien einde een attest over van het gemeentebestuur ... (1) ...

Artikel 8.- ... (1) ...

Artikel 9.-

De werkgever plakt op de verlofkaart of in het verlofboekje zegels ten belope van 5 t.h. van de door de werknemer verdiende lonen, hetzij bij elke loonsbetaling, hetzij ten minste eens per maand en bij het verbreken van het contract.

De werkgevers gebruiken de verlofzegels en -kaarten van de verlofkas waarbij zij aangesloten zijn.

.../...

Artikel 10.-

Bovenbedoelde 5 t.h. worden berekend op grond van het brutoloon in speciën, eventueel verhoogd met het gelijkwaardig bedrag van de aan de werknemer toegekende bezoldiging in natura.

Voor de toepassing van deze bepaling worden de/door de voornaamste werkgever geleverde voordelen in natura forfaitair door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg geraamd.

Artikel 11.-

Gedurende de met gewerkte arbeidsdagen gelijkgestelde dagen verkloosheid is de storting van 5 t.h. ondanks ontstentenis van een normaal loon bovendien verplichtend.

In bovenbedoelde gevallen zal het bedrag der te plakken zegels bepaald worden door het gemiddeld loon dat de werknemer tijdens de laatste veertien dagen arbeid verdiend heeft.

Artikel 12.-

Voor iedere werknemer wordt op zijn naam ..... tijdens het betrokken dienstjaar .....

Artikel 13.- ... (1) ...

Artikel 14.-

... (1) ...

In lid 5 leze men: ..... inzage door het werkplaatsreglement nader bepaald worden of, bij ontstentenis er van, door het .....

In lid 6 leze men op het einde : ..... het tijdstip zijn aangegeven waarop de werknemer kan kennis nemen van ..... stortingen.

..../...

Artikel 15.- ... (1) ... oud is.

Het wordt uitgekeerd op ..... werknemers, mits ..... -zegels, de verzending ..... boekje met vermelding van de verlofdatum, door de werkgever of door de belanghebbende, indien hij ..... werkt. Deze verzending moet plaats hebben tenminste één maand vóórdat de belanghebbende verlof neemt.

Artikel 16.-

..... of één maal het gemiddeld loon, dat aan een werknemer, die bij het verstrijken van het dienstjaar respectievelijk meer dan 21 jaar, 18 tot 21 jaar of minder dan 18 jaar oud is, wordt toegekend voor een normale dag arbeid tijdens ... (1) ...

Artikel 17.-

Met uitzondering .... leerjongens ....

Artikel 18.-

Men leze : .... met uitzondering van het bepaalde bij artikel 10....

Artikelen 19 en 20.- ... (1) ...

Artikel 21.-

Op het ogenblik dat de werknemer verlof neemt, betaalt ... (1) ...

Artikel 22.-

In het eerste lid leze men : .... van de bij hem .... wedde .... gedurende welke ....

In lid 3 leze men .... Deze betaalt hem het overeenkomstig de artikelen .... verlofgeld.

Artikel 23.-

In het tweede lid leze men : .... de artikelen 20 en 21 .... tewerkgesteld .... 4 t.h., 6 t.h. of 8 t.h.

.../...

Artikel 24.- ... (1) ...

Artikel 25.- ... (1) ... op de normale datum van het verlof in de onderneming waarin hij laatst tewerkgesteld was.

Artikel 26.- ... (1) ...

Artikel 27.- ... (1) ...

Artikel 28.-

De datum van het verlof wordt jaarlijks vastgesteld door het bevoegd paritair comité of door de ondernemingsraad of bij gebreke daarvan in onderlinge overeenstemming tussen werkgever en werknemer.

Nochtans, wanneer de werkgever aan zijn personeel collectief verlof wenst te verlenen, ... door de werkgever, in overeenstemming met de groep ....

Bij onenigheid .... , wordt dit geschil beslecht door ~~de voorzitter~~ van het arbeidsgerecht of, bij ....

Artikel 29.-

Als betaalde verlofdagen mogen niet worden aangerekend ... (1) ...

Artikel 30.- ... (1) ... behouden blijft van minstens drie dagen ..... Afwijkingen hiervan ....

De verdeling in halve dagen is verboden, tenzij ..., aangevuld is door een gewone halve rustdag.

Artikel 31.- ... (1) ... ambtenaren die gelast zijn .... 3 Januari 1946 mede te delen, op dezes verzoek en zonder verplaatsing der bescheiden :

.../...

In 2° leze men : de datum waarop hun personeel in dienst is getreden ;

In 3° leze men : .... ter uitvoering .... bovenbedoelde wet van 7 Juni 1949.

Artikel 32.- ... (1) ... waarbij ....

Artikel 33.-

Het niet-nakomen van de voorschriften van dit besluit wordt gestraft overeenkomstig Hoofdstuk VII van de besluitwet van 3 Januari 1946.

Artikel 34.-

Het besluit van de Regent van 16 Februari 1946 tot bepaling der algemene modaliteiten van toepassing der besluitwet van 3 Januari 1946 betreffende het jaarlijks verlof van de loontrekkende arbeiders, gewijzigd door de besluiten van de Regent van 28 October 1946 en 15 Januari 1948, is opgeheven.

Artikel 35.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Artikel 36.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Januari 1949.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

---

(1) tekst van het ontwerp der Regering. Voorts schrijve men: "besluitwet", "bepaald" in plaats van "voorzien" en "frank" in plaats van "fr.".

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,